

**CONFIDENTIEL, POUR DIVULGATION SUR
ENTENTE AVEC LE SOUSSIGNÉ SEULEMENT**

**COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA
GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE
DE LA CONSTRUCTION**

AFFIDAVIT DÉTAILLÉ DE LOUIS BOLDUC

À : L'honorable France Charbonneau, présidente
M. Renaud Lachance, commissaire
**Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie
de la construction**
a/s greffe
500, boul. René-Lévesque Ouest
9^e étage
Montréal (Québec) H2W 1W7

Je, soussigné, **Louis Bolduc**, ayant exercé mon travail aux fins des présentes, au 545, boulevard Crémazie Est, bureau 200, Montréal (Québec) H2M 2W3, affirme solennellement ce qui suit :

1. Le ou vers le 12 mars 2015, j'ai reçu un préavis en vertu de l'article 82 des *Règles de procédures de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*, document daté du 17 février 2015;
2. En page 1 dudit document, on m'indique que la Commission envisage de faire un rapport défavorable à mon endroit ou de m'imputer une conclusion de mauvaise conduite;
3. Il y est indiqué qu'il est possible que les Commissaires tirent des conclusions défavorables à mon endroit;
4. Par le biais de la présente déclaration assermentée, je tiens à répondre à chacun des reproches que la Commission se propose de m'adresser;
5. Avant de formuler des commentaires spécifiques au regard de chacune des conclusions défavorables envisagées, je tiens à porter à votre attention ce qui suit;
6. J'ai plus de 30 années d'expérience dans le domaine des relations de travail;

7. Au fil des ans, j'ai occupé diverses fonctions telles que délégué, secrétaire-trésorier et président d'une section locale d'un syndicat aujourd'hui connu sous le nom de syndicat des Travailleurs et Travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (« **TUAC Canada** »). TUAC Canada est un syndicat pancanadien qui bénéficie de son affiliation avec l'Union internationale des TUAC, l'un des plus importants syndicats du secteur privé en Amérique du Nord;
8. Fort de mes succès au sein de ma section locale, je suis ensuite devenu directeur régional pour le Québec auprès des TUAC Canada en 1997, puis adjoint exécutif au président national des TUAC Canada en 2004 et président du Conseil provincial des TUAC Québec en 2008;
9. À ce titre j'ai coordonné les opérations des TUAC pour le Québec, qu'il s'agisse des activités de recrutement, de l'assistance et du suivi administratif de toutes les sections locales, du suivi des grandes négociations collectives et des relations avec les employeurs de nos membres ou encore de la coordination l'engagement socio-économique des TUAC pour le Québec;
10. Grâce à plus de 30 années d'implication dans le monde des relations de travail, j'ai développé une excellente réputation de bon jugement, d'honnêteté et d'intégrité dans le milieu syndical et dans le monde des affaires;
11. Les TUAC Québec étant fédérés auprès de la Fédération des travailleurs du Québec (« **FTQ** »), j'ai par ailleurs eu l'opportunité d'occuper l'un des postes de vice-président de cette dernière depuis 1999;
12. Soucieux de participer activement au développement socio-économique du Québec, j'ai également siégé sur plusieurs conseils d'administration au cours de ma carrière, dont le conseil d'administration du Fonds de solidarité des travailleurs et travailleuses du Québec (F.T.Q.) (ci-après le « **Fonds de solidarité FTQ** ») de janvier 1999 à novembre 2013 de même que sur les Comités consultatifs de SOLIM et SOLIM II et sur le conseil d'administration de Fondim, tous trois de novembre 2002 à octobre 2013 (ci-après collectivement les « **Conseils de SOLIM** »);
13. J'estime m'être acquitté de mes tâches aux Conseils de SOLIM de manière exceptionnelle, désintéressée et professionnelle;
14. J'ai notamment mis à contribution ma formation d'administrateur agréé pour laquelle j'ai reçu mon diplôme en 2008;
15. En ce qui a trait plus spécifiquement au premier reproche que m'adresse la Commission, à savoir « avoir donné instruction à Richard Marion, commandité de la SOLIM, de privilégier l'entreprise Marton liée à Antonio Accurso, et ce, particulièrement compte tenu de sa proximité avec ce dernier », je tiens à faire les commentaires suivants;
16. Premièrement, je tiens à souligner que la seule personne qui a témoigné sur ce sujet dans le cadre des travaux de la Commission est M. Richard Marion lui-même;

17. Or, les termes exacts utilisés par M. Marion lors de son témoignage sont limités en ce qui me concerne à: « Il y avait Louis Bolduc qui favorisait aussi Marton »;
18. Nulle part dans son témoignage M. Marion n'a-t-il indiqué qu'il avait reçu une directive ou des instructions de ma part, cette allégation visant plutôt une autre personne;
19. Lorsque questionné sur le sujet des dossiers présentés devant les Conseils de SOLIM, M. Marion explique même les raisons valables pour lesquelles les membres des Conseils issus de la FTQ étaient favorables à l'entreprise Marton, à savoir que Marton jouissait d'une bonne réputation en ce qui a trait à la création d'emplois et aux conditions de travail de ses employés (voir transcription du 13 novembre 2013, p. 129);
20. Il n'y a aucune autre référence dans son témoignage ni celui de quiconque à l'effet que j'aie pu donner de quelconques instructions à M. Marion;
21. Je souligne que je n'ai jamais directement ou indirectement donné instructions à M. Marion de favoriser Marton, M. Accurso ou qui que ce soit;
22. Je n'ai par ailleurs jamais non plus été témoin d'une demande ou d'instructions faites à M. Marion de favoriser Marton ou M. Accurso, que ce soit provenant de M. Lavallée ou de quiconque;
23. De fait, la période durant laquelle M. Marion était président et durant laquelle je siégeais aux Conseils de SOLIM a été très courte et je n'ai assisté qu'à sept (7) réunions des Conseils de SOLIM sous sa présidence;
24. Je n'ai eu aucune autre interaction avec M. Marion, mes rapports avec lui étant limités à nos contacts lors des Conseils de SOLIM;
25. Or, je tiens à préciser que sur ces sept (7) réunions, il y en a trois (3) où il n'a jamais été question de Marton;
26. Pour ce qui est des quatre (4) réunions où l'entreprise Marton a été discutée, que ce soit à titre de partenaire, emprunteur ou constructeur, il importe de mentionner qu'il a été question de deux (2) dossiers impliquant Marton qui étaient déjà approuvés avant mon arrivée aux Conseils de SOLIM, et de seulement cinq (5) nouveaux dossiers;
27. Sur ces cinq (5) nouveaux dossiers, deux (2) ont été refusés et seulement trois (3) ont été approuvés, et ce, par l'ensemble des Conseils (7 membres);
28. Au meilleur de ma connaissance, c'est M. Marion lui-même qui a recommandé et mis à l'ordre du jour des Conseils de SOLIM ces cinq (5) dossiers;

29. En effet, lors de son témoignage, M. Marion a clairement indiqué qu'il décidait lui-même quels dossiers étaient présentés aux Conseils de SOLIM et ce, sur la base des analyses faites par les membres de son équipe (voir transcription du 13 novembre 2013, pp. 54 et 74-75);
30. Il a même indiqué n'avoir reçu « aucune pression » pour faire des projets (voir transcription du 13 novembre 2013, p. 68);
31. En définitive, je trouve particulièrement injuste à mon endroit d'envisager de tirer une conclusion à l'effet que j'aurais donné instructions à M. Marion de favoriser Marton alors que la preuve recueillie devant la Commission ne démontre aucunement que ce fut le cas;
32. Une telle conclusion serait en quelque sorte une extrapolation non corroborée du témoignage pourtant clair sur ce sujet de M. Marion lui-même;
33. Dans les circonstances, je demande à la Commission de ne pas tirer une telle conclusion défavorable à mon endroit;
34. En ce qui a trait au second reproche que m'adresse la Commission, à savoir « ne pas avoir exercé adéquatement son rôle d'administrateur de la SOLIM face à la forte emprise de Jean Lavallée sur la SOLIM », je tiens à faire les commentaires suivants;
35. J'ai toujours agi dans l'intérêt du Fonds de solidarité FTQ, de SOLIM, SOLIM II et Fondim et des actionnaires du Fonds de solidarité FTQ;
36. Je souligne que mon rôle à titre d'administrateur était d'évaluer les propositions apportées aux Conseils de SOLIM par ses présidents successifs, MM. Marion et Gionet, d'examiner le retour projeté sur les investissements et les risques associés à ces projets au meilleur de mes connaissances;
37. À ce titre et conformément à mon mandat, j'ai posé les questions qui me semblaient nécessaires lors de la présentation des différents dossiers ce qui, à plusieurs occasions, a fait en sorte que des dossiers ont été amendés ou retravaillés avant d'être présentés de nouveau aux Conseils de SOLIM;
38. Aucune preuve administrée devant la Commission n'a été faite à l'effet que j'aurais supporté de manière inappropriée un ou plusieurs dossiers apportés devant les Conseils de SOLIM par l'un ou l'autre de ses présidents;
39. Par surcroît, si les Commissaires sont d'avis que la preuve présentée devant la Commission permet de conclure que Jean Lavallée avait une influence indue sur la SOLIM, ce dont je doute, aucune preuve n'a été faite que je pouvais à titre d'administrateur faire quoi que ce soit pour intervenir autrement qu'en analysant les dossiers qui m'étaient présentés;
40. Dans un premier temps, tel que mentionné précédemment, le témoignage de M. Marion est à l'effet que bien que des dossiers pouvaient lui être recommandés par M. Lavallée, il décidait

lui-même quels dossiers étaient présentés aux Conseils de SOLIM, et ce, sur la base d'analyses faites par les membres de son équipe;

41. De plus, non seulement a-t-il témoigné à l'effet de n'avoir reçu « aucune pression » pour faire des projets, mais M. Marion a également indiqué avoir refusé à quatre occasions de faire avancer des projets qui lui avaient été présentés par M. Lavallée (voir transcription du 13 novembre 2013, pp. 133-134);
42. De manière similaire, bien que M. Gionet affirme que M. Lavallée était puissant, il a clairement témoigné à l'effet que tous les dossiers qu'il présentait aux Conseils de SOLIM étaient d'abord étudiés et recommandés par son équipe de spécialistes de l'immobilier et qu'aucun dossier ne s'y rendait sans avoir eu l'approbation de cette équipe spécialisée;
43. Par ailleurs, il y a lieu de mentionner que les dossiers devaient obligatoirement obtenir la recommandation ou l'autorisation, selon le cas, de l'ensemble des membres des Conseils de SOLIM et, dans le cas de dossiers de 3 millions \$ et plus (puis 5 millions \$ et plus), ils devaient aussi être présentés au Conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ et être autorisés par ce dernier;
44. Compte tenu de ce qui précède, je soumets que je ne peux être blâmé pour ne pas avoir exercé adéquatement mon rôle d'administrateur puisque celui-ci consistait en pratique à évaluer les dossiers qui nous étaient présentés, ce qui fut fait au meilleur de mes connaissances, et non à exercer un quelconque contrôle sur M. Lavallée ou sur quiconque;
45. Je soumets que cela est d'autant plus vrai que tant M. Marion que M. Gionet ont témoigné à l'effet que tous les dossiers qu'ils présentaient aux Conseils de SOLIM étaient 1) approuvés par leurs spécialistes de l'immobilier et 2) apportés devant les Conseils de SOLIM de leur propre chef;
46. En ce qui a trait au troisième reproche que m'adresse la Commission, à savoir « avoir accepté, alors qu'il était administrateur de la SOLIM et du Fonds de solidarité FTQ des avantages et cadeaux de la part d'entrepreneurs, notamment des séjours sur le bateau Touch d'Antonio Accurso », je tiens à faire les commentaires suivants;
47. Outre les séjours avec M. Accurso dont je traiterai ci-après, aucune allégation ou preuve de cadeaux ou autres avantages d'autres entrepreneurs n'a été faite devant la Commission;
48. Ceci dit, j'admets avoir fait des voyages aux frais de M. Accurso et je ne m'en suis jamais caché;
49. Je souligne toutefois que je n'en ai plus fait dès l'adoption en avril 2009 de nouvelles règles modifiant le code d'éthique visant les administrateurs du Fonds de solidarité FTQ;
50. J'ai d'ailleurs voté en faveur de ces nouvelles règles d'éthique adoptées en 2009 et m'y suis conformé en tout temps après leur adoption;

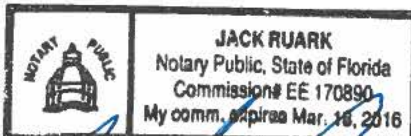
51. En terminant, je tiens à préciser que je n'ai jamais agi à titre de « porteur de ballon » pour les dossiers des compagnies de M. Accurso, que ce soit au Fonds de solidarité FTQ ou à la SOLIM, ceux-ci étant présentés au Conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ par les responsables du secteur de la construction et devant les Conseils de SOLIM par MM. Marion et Gionet;
52. Je soumets respectueusement qu'aucune preuve n'a été administrée devant la Commission à l'effet que j'aurais approuvé ou autrement supporté un dossier du groupe Accurso de manière inappropriée ou que j'aurais fait en sorte que soit approuvé un dossier qui n'aurait pas dû l'être;
53. Je trouve regrettable que la Commission se propose de me blâmer pour ces voyages qui ne contrevenaient à l'époque où ils ont été faits à aucune règle en vigueur, alors même qu'aucune preuve n'a été faite suggérant que je me sois comporté de manière inadéquate dans mon rôle d'administrateur à l'égard de l'un ou l'autre des dossiers du groupe Accurso;
54. J'ai en définitive évalué à titre d'administrateur du Fonds de solidarité FTQ et des entités du groupe SOLIM des centaines de dossiers et il n'y a aucune preuve, ni même une allégation, qui a été faite devant la Commission à l'effet que j'aie agi de manière inappropriée;
55. Quoique je convienne qu'en conformité avec les normes d'aujourd'hui il serait inacceptable d'accepter les voyages que j'ai effectués avec M. Accurso, je soumets que rien ne s'y opposait à l'époque où je les ai faits;
56. Je soumets enfin qu'aucune preuve n'a été faite à l'effet que ces voyages aient pu altérer mon jugement et mon objectivité à l'égard de l'un ou l'autre dossier qui m'a été présenté à titre d'administrateur;
57. Comme le banquier qui fréquente son client, j'estime être parfaitement en mesure de faire la part des choses dans l'exercice de mon rôle d'administrateur;
58. Je voue par ailleurs une très grande confiance dans les équipes d'évaluation et de vérification diligente du Fonds de solidarité FTQ et de SOLIM qui préparaient les dossiers qui m'étaient soumis de manière soignée et extrêmement professionnelle;
59. Je soumets en conclusion qu'il me semble injuste de me blâmer de n'avoir pas exercé mon rôle correctement à l'égard des dossiers du groupe Accurso alors qu'aucune preuve n'a été faite à l'effet que le Fonds de solidarité FTQ ou SOLIM n'aurait pas dû faire l'un ou l'autre des dossiers sur lesquels j'ai eu à me prononcer;

60. Tous les faits allégués au présent affidavit sont vrais à ma connaissance personnelle.

ET J'AI SIGNÉ

LOUIS BOLDUC

Solemnly DECLARED before me in
MANATEE COUNTY, State of
Florida, this 26th day of March, 2015



Notary Public